

20240918 Le Monde

https://www.lemonde.fr/politique/article/2024/09/18/michel-barnier-sous-la-double-pression-de-son-camp-et-du-rn-sur-l-immigration_6322263_823448.html?lmd_medium=al&lmd_campaign=envoye-par-appli&lmd_creation=ios&lmd_source=default

Michel Barnier sous la double pression de son camp et du RN sur l'immigration

Le premier ministre, qui, par le passé, avait pris des positions très droitières sur la question migratoire, tarde à se dévoiler, soucieux de se poser en rassembleur. L'idée de ressusciter un ministère ad hoc fait son chemin, mais, pour Les Républicains comme pour le Rassemblement national, le sujet doit surtout devenir la priorité des priorités.

Par [Claire Gatinois](#) et [Julia Pascual](#)

Article réservé aux abonnés



Michel Barnier aux journées parlementaires du groupe Horizons, à Reims (Marne), le 11 septembre 2024.
FRANCOIS NASCIMBENI / AFP

Le « *pas à pas* » plutôt que l'« *esbroufe* ». Sur la question migratoire, comme sur le reste, Michel Barnier joue la force tranquille, promettant de traiter ce sujet passionnel « *avec de la rigueur et de la ténacité* », sans dévoiler ses cartes. Faut-il un ministère ad hoc, au risque de rappeler le temps des controverses du « ministère de l'immigration et de l'identité nationale », mis en place sous Nicolas Sarkozy après son élection, en 2007 ? « *Vous verrez* », se dérobe l'ex-commissaire européen, interrogé jeudi 12 septembre, refusant de démentir frontalement l'information de [Franceinfo](#), dévoilée trois jours plus tôt.

Voir le live | [L'actualité politique en direct : Gérald Darmanin ne participera pas à « un gouvernement qui n'est pas clair sur la question » des impôts](#)

Tout entier consacré à sa délicate mission de former un gouvernement capable de résister à une motion de censure, le locataire de Matignon tâche d'éviter les sujets de crispation politique. Placé « *sous surveillance* » du Rassemblement national (RN), selon les mots du chef du parti lepéniste, Jordan Bardella, Michel Barnier sait que la question migratoire est, après le sujet budgétaire, en haut de la pile de ses priorités. « *Aucune force politique ne peut*

faire d'impasse sur ce sujet », juge Frédéric Dabi, président de l'institut de sondage IFOP, décrivant une opinion angoissée, dit-il, à l'idée d'un Etat perdant le contrôle des flux migratoires.

Le premier ministre, qui entend incarner une « *rupture* » avec la ligne d'Emmanuel Macron, accusé d'angélisme par le RN, cherche à imposer son style, alors qu'en Europe les tabous tombent. L'Allemagne, dirigée par un chancelier social-démocrate, [a décidé de rétablir, pour six mois, les contrôles aux frontières](#). Outre-Manche, le premier ministre travailliste, Keir Starmer, compte s'inspirer de la politique de la dirigeante d'extrême droite italienne, Giorgia Meloni, qui a fait du migrant une victime « *désespérée* » des puissances extérieures.

LR veut une ligne clivante

Pour aborder ce sujet, marqueur d'une division profonde entre gauche et droite, le locataire de Matignon cherche le bon ton. Mais se contente, pour l'heure, de vanter la « *fermeté* » et l'« *humanisme* », un diptyque classique revendiqué par tous les gouvernements. « *Il veut des solutions pratiques, s'entourer de professionnels sur ce sujet sensible, pas d'idéologues* », pousse-t-on rue de Varenne, dans une référence à Patrick Buisson, l'ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, défenseur d'une « *droite décomplexée* », à l'origine de la création du ministère de l'immigration et de l'identité nationale. « *Il y a des réflexions sur les mesures et les solutions sur ce sujet extrêmement important pour les Français* », appuie un conseiller du premier ministre, précisant que « *ce n'est pas un intitulé que les gens attendent* ».

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Giorgia Meloni, Marine Le Pen : sur l'immigration, deux discours, deux stratégies](#)

Faisant mine de se moquer de la mise en place, ou non, d'un ministère ad hoc, la famille politique du premier ministre, Les Républicains (LR), le presse d'adopter une ligne clivante sur la question migratoire. La droite, qui convoite le poste stratégique de ministre de l'Intérieur, plaide pour que les mesures censurées par le Conseil constitutionnel après le vote de la loi sur l'immigration, de décembre 2023, soient remises sur la table.

Peu importe que le président du Conseil constitutionnel, Laurent Fabius, ait signifié, [dans un entretien au Monde, le 6 mai](#), que « *la préférence nationale, appliquée de façon systématique, était contraire à la Constitution* », l'entourage du président du Sénat, Gérard Larcher, bataille pour la suppression de prestations sociales octroyées aux étrangers et réclame la transformation de l'aide médicale d'Etat (AME) en aide médicale d'urgence. Au dire de l'entourage du président du Palais du Luxembourg, il faut supprimer les « *pompes aspirantes* » de l'immigration pour « *se donner une chance de ne pas avoir Marine Le Pen à l'Elysée* ».

Deux textes votés dans la douleur

Michel Barnier n'a guère de raisons de s'offusquer de ce plaidoyer, lui qui défendait, lors de sa campagne pour la primaire LR, en 2021, la suppression de l'AME, et soutenait un « *moratoire de trois à cinq ans* » sur l'immigration, ainsi qu'un référendum pour instaurer un « *bouclier constitutionnel* » et s'affranchir des règles européennes. Dès le lendemain de sa prise de fonctions, n'a-t-il pas relayé sur le plateau de TF1, le 6 septembre, l'idée que les « *frontières sont des passoires* » ? « *Michel Barnier semble avoir, sur l'immigration, le même*

constat que le nôtre », savoure la leader d'extrême droite, Marine Le Pen, dans un entretien à [La Tribune Dimanche](#), le 8 septembre.

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Sur la réforme de l'AME, la droite attend de voir pour croire les engagements de Gabriel Attal](#)

Las. Quand bien même le septuagénaire aurait des convictions, il devra arracher une majorité solide pour les faire appliquer. Un énième projet de loi « immigration » serait, il le sait, une occasion en or pour le renverser. « *Le RN jugera toujours que les mesures proposées ne vont pas assez loin, et la gauche hurlera* », alerte un conseiller du gouvernement démissionnaire, alors que les troupes d'Emmanuel Macron se sont déjà abîmées sur deux textes : la loi dite « Collomb », en 2018, et la loi portée par le ministre de l'intérieur démissionnaire, Gérard Darmanin, promulguée il y a moins de huit mois. Ces deux textes, votés dans la douleur – avec les voix du RN pour le dernier – n'ont, reconnaît-on en Macronie, guère permis de contenter l'opinion ni fait baisser significativement l'immigration illégale. À quoi bon réitérer ?

« *Que la droite veuille lancer des signaux aux électeurs qui l'ont quittée pour l'extrême droite, c'est une chose, mais ce n'est pas un sujet capable de rassembler une majorité à l'Assemblée*, fait remarquer Stella Dupont, députée Renaissance du Maine-et-Loire et figure de l'aile gauche des macronistes. *La droite veut-elle que le gouvernement Barnier tienne ?* » Le porte-parole du parti présidentiel, Loïc Signor, précise, lui : « *Si les LR s'imaginent propriétaires du programme, on leur rappellera que le tango se danse à deux.* » Avant même que l'équipe Barnier ne soit formée, Gérard Darmanin brandit la menace d'une démission collective des ministres étiquetés Renaissance, en cas de désaccord sur la ligne.

« **Ministre des OQTF** »

Pour les troupes du chef de l'État, un ministère de l'immigration, à condition qu'il n'obéisse pas à la logique sarkozyste, serait presque un moindre mal. « *Si c'est pour mettre en place des réflexions et des discussions apaisées, pourquoi pas ?* », argumente le ministre démissionnaire délégué à l'industrie et à l'énergie, Roland Lescure, sur [Franceinfo](#), le 9 septembre, rappelant l'expérience au Canada, « *où il y a un ministère de l'immigration, on y présente des budgets de l'intégration économique, on y discute des besoins de main-d'œuvre, des critères de régularisation, du volume d'immigration qu'on souhaite avoir tous les ans* ».

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [Loi « immigration » : la laborieuse mise en place des régularisations « métiers en tension »](#)

L'initiative pourrait « *aider à gagner des arbitrages budgétaires* », selon Mathieu Lefèvre, député Renaissance du Val-de-Marne et corapporteur du budget sur le volet « asile et immigration ». « *On n'a aucun intérêt à jeter un voile pudique sur le sujet* », plaide-t-il, rêvant de créer un statut de repentir pour lutter contre les réseaux de passeurs, la création d'un permis de séjour à points ou encore l'exclusion de l'hébergement des demandeurs d'asile déjà enregistrés dans un autre pays de l'Union européenne. « *Il peut y avoir un secrétariat d'État ou un ministre délégué qui rassemble des administrations sous son autorité. La coordination d'une politique est plus facile quand il n'y a qu'un seul chef* », abonde un préfet, sous le couvert de l'anonymat.

Pourquoi ne pas aller plus loin en faisant sortir le sujet migratoire du giron de la Place Beauvau, où il figure depuis 2007 ? « *Nicolas Sarkozy a transformé le ministre de l'immigration en ministre des OQTF [obligation de quitter le territoire français]. Il serait sain d'en finir avec cette logique policière pour que ce sujet retrouve sa dimension interministérielle, comprenant la diplomatie, le travail, la santé, l'éducation...* », souligne l'historien Patrick Weil, ancien membre du Haut Conseil à l'intégration. « *L'immigration, constate-t-il, est devenue un sujet d'identité politique. Créer un ministère dédié rattaché à Matignon peut permettre de sortir de l'idéologie pour entrer dans le pragmatisme.* » Une façon de contenter droite et extrême droite à moindre coût ?

Lire aussi | Article réservé à nos abonnés [En France, des motifs d'immigration de plus en plus divers](#)

[Claire Gatinois](#) et [Julia Pascual](#)